



Rapport de résultats 2020

Programme ENTREPRENA

Développement de l'entreprenariat
agricole sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou

Guinée

GIN 1701411



Table des matières

1	APERÇU DE L'INTERVENTION	7
1.1	FICHE D'INTERVENTION	7
1.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	9
2.2.1.	<i>Pertinence</i>	9
2.2.2.	<i>Efficacité</i>	9
2.2.3.	<i>Efficiéce</i>	9
2.2.4.	<i>Durabilité potentielle</i>	10
2.2.5.	<i>Conclusion</i>	11
2	SUIVI DES RESULTATS	12
2.1	EVOLUTION DU CONTEXTE.....	12
2.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	12
2.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	13
2.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	15
2.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	15
2.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
2.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	17
2.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	17
2.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	18
2.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
2.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	20
2.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	20
2.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	20
2.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	21
2.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	23
2.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	23
2.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	24
2.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	24
2.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	26

2.6.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	26
2.6.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	27
2.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	27
2.7	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5	30
2.7.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	30
2.7.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	30
2.7.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	31
3	SUIVI BUDGETAIRE	32
4	RISQUES ET PROBLEMES	34
5	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	39
5.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	39
5.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	39
5.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	40
6	THEMES TRANSVERSAUX	40
6.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	40
6.2	DIGITALISATION	40
7	LEÇONS APPRISES	41
7.1	LES SUCCES	41
7.2	LES DEFIS	42
7.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE	44
7.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	45
8	PILOTAGE	46
8.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION	46
8.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	46
9	ANNEXES	47
9.1	CRITERES DE QUALITE	47
9.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	52
	<i>ND : NON DETERMINE</i>	53
9.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL)	54
9.4	APERÇU DES MoRE RESULTS	54

9.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	55
9.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	59

Acronymes

ACDI	Agence Canadienne de Développement International
AFD	Agence Française de Développement
AHA	Aménagements Hydro Agricoles
AID	Appui aux Incitatives de Développement
APIP	Agence pour la Promotion de l'Investissement Privé
ATN	Assistant Technique National
BIG	Banque Islamique de Guinée
COPIL	Comité de pilotage
DAKMA	Développement Agricole dans les Régions de Kindia - Mamou
DEA-CKM	Développement de l'Entrepreneuriat Agricole sur l'axe Conakry- Kindia - Mamou
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
EF	Entrepreneuriat Féminin
EU	Entrepreneuriat Urbain
EUCORD	European Cooperative for Rural Development
FEPAF-BG	Fédération des Planteurs de la Filière fruit de la Basse-Guinée
FEPAF-BG	Fédération des Planteurs de la Filière fruit de la Basse-Guinée
FPFD	Fédération des Paysans du Fouta Djallon
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GNF	Franc Guinéen
GRET	Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
IMF	Institution de Micro Finance
INTEGRA	Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes en République de Guinée
ITC	International Trade Center
MCIA	Ministère de la Coopération et de l'Intégration Africaine

MGE	Maison Guinéenne de l'Entrepreneur
OI	Oser Innover
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OS	Objectif spécifique
PDAIG	Projet de Développement de l'Agriculture Intégrée en Guinée
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNIASAN	Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
R	Résultat
REFILA	(Projet de) Relance de la Filière Ananas
RGTA	Réseau Guinéen de Traction Animale
SANITA	Programme de Développement et d'Assainissement Urbain en Guinée
SGBG	Société Générale de Banque de Guinée
UE	Union Européenne
UN	United Nations (Nations Unies)
UNCDF	United Nations Capital Development Fund

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Développement de l'entreprenariat agricole sur l'axe Conakry - Kindia - Mamou
Code de l'intervention	GIN 1701411
Localisation	Guinée- Axe Conakry - Kindia - Mamou
Budget total	11.500.000 euros
Institution partenaire	Ministère de la Coopération et de l'Intégration Africaine (Présidence CoPil) Ministères techniques sectoriels : <ul style="list-style-type: none"> • Ministère de l'Agriculture – Directions régionales de l'Agriculture de Kindia et Mamou ; • Ministère du Commerce ; • Ministère de l'Industrie et des PME
Date de début de la Convention spécifique	14-déc-18
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage	01/02/2019 (prise de service IM)
Date prévue de fin d'exécution	30 juin 2023
Date de fin de la Convention spécifique	31 déc-2023
Groupes cibles	Entrepreneurs actifs dans les filières ananas, mangue et pomme de terre dans des milieux ruraux et urbains sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou Structures (publiques/privées) offrant des services aux entrepreneurs
Impact¹	Contribuer à la création d'emplois décents et de qualité et à l'augmentation de revenus stables et durables des hommes et des femmes entrepreneurs sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou
Outcome	Améliorer de manière inclusive et durable la compétitivité des entrepreneurs actifs dans les filières ananas, mangue (maillons post-récolte) et pomme de terre, sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou.
Outputs	Les besoins de renforcement et les niches de développement des filières ciblées sont identifiés. L'accès des entrepreneurs des filières ciblées aux appuis technico-économiques et à l'innovation est amélioré.

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté
Rapport des résultats 2020- GIN 1701411

	L'accès des entrepreneurs des filières aux services financiers est amélioré par l'articulation des fournisseurs de services et l'introduction des produits financiers innovants
	L'environnement des affaires et la gouvernance des filières ciblées sont améliorés à travers une meilleure articulation des acteurs et la réalisation des investissements structurants.
	L'offre de services numériques pour les entrepreneurs des filières et l'utilisation des nouveaux outils digitaux sont
Année couverte par le rapport	2020

1.2 Auto-évaluation de la performance

2.2.1. Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Comme en 2019, le programme demeure aligné sur la stratégie de développement du secteur privé en général et du secteur agricole en particulier. En effet, la stratégie de développement du secteur privé guinéen 2016-2020 a retenu, parmi ses axes clés d'intervention, l'amélioration de la compétitivité des chaînes de valeurs (2eme pilier) et de l'offre en financement (3eme pilier). Au niveau agricole, le Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle 2018-2025 (PNIASAN) vise l'accroissement de la productivité des principales spéculations par l'amélioration des pratiques Agricoles et la modernisation des infrastructures et aménagements productifs (programme 1), l'amélioration de l'accès aux marchés porteurs et de la structuration des chaînes de valeurs des principales filières Agricoles (programme 2).

2.2.2. Efficacité

	Performance
Efficacité	A

A travers la facilitation de l'accès aux appuis et conseils techniques, le financement, l'amélioration de la gouvernance et du cadre infrastructurel des filières agricoles, l'Intervention Entreprenariat Agricole (Entreprena Agricole) prend en compte des contraintes clés auxquelles sont confrontés les entrepreneurs agricoles.

Le projet met en œuvre une démarche active d'adaptation à l'environnement local et de gestion des risques. C'est ainsi que des adaptations ont été apportées à la survenue de la COVID 19, que ce soit au niveau des modalités de mise en œuvre des activités ou de la riposte spécifique en faveur des entrepreneurs actifs dans les filières ananas et pomme de terre.

2.2.3. Efficience

	Performance
Efficience	B

De façon générale, les moyens requis pour la mise en œuvre des activités sont disponibles dans des délais prévus ou raisonnables. La plupart des activités sont réalisées dans les délais. Le retard significatif concerne la mise en œuvre des outils de

facilitation de l'accès au financement. En effet, à la suite d'une analyse documentée, le projet avait retenu de mobiliser l'agence « United Nations Capital Development Fund » (UNCDF) pour la mise en œuvre de l'ensemble des outils de facilitation de l'accès au financement. Assez vite, les parties sont parvenues à un accord sur certaines dispositions qui avaient empêché la conclusion de contrats entre agences des Nations Unies (UN) et d'autres projets Enabel (frais de gestion, contribution au système de coordination des UN). Pendant les mois qui ont suivi cet accord, les parties (Enabel et UNCDF) ont « co construit » l'action au niveau opérationnel. Finalement, la convention n'a pu être conclue avec UNCDF à cause du refus du service juridique de UNCDF sur les modalités de remboursement de ressources avancées par Enabel en cas de résiliation prématurée.

Les dispositions sont prises pour assurer que le dispositif de facilitation de l'accès au financement soit en place au courant du deuxième trimestre 2021. L'accélération des appuis non financiers en faveur des entrepreneurs agricoles devrait permettre de disposer de dossiers, en quantité et qualité, prêts et éligibles au dispositif de financement et répondant aux exigences des prestataires financiers (IMF, banques).

2.2.4. Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B


Les parties prenantes se sont bien appropriées l'intervention dans sa démarche de contribuer à lever certaines contraintes pour le développement d'entreprises agricoles par leur propre effort.

La collaboration avec l'administration agricole est bonne, comme ce fut le cas dans le cadre du programme de démarrage de la coopération belgo-guinéenne. Cependant, il existe de réels risques sur la durabilité des effets de l'intervention : capacité faible des partenaires, faiblesse des services publics (ressources humaines, moyens de travail etc), tensions politiques.

2.2.5. Conclusion

Malgré le difficile contexte de l'année 2021 (COVID 19, crise électorale), le projet a su maintenir son niveau de performance à celui de 2019. Les progrès obtenus en 2020 ont permis de créer les conditions propices au déploiement effectif de l'ensemble des appuis et activités du projet et d'obtention des résultats attendus. Au titre des résultats clés, on peut retenir :

- Le projet a su apporter une riposte appropriée aux effets de COVID 19 sur les entrepreneurs agricoles.
- Les bénéficiaires contractants ont été mobilisés et délivrent les premiers appuis et conseils techniques aux entrepreneurs agricoles et aux organisations professionnelles agricoles.
- Le répertoire des infrastructures à installer est élaboré et un planning de réalisation est disponible.
- Les modalités de facilitation de l'accès au financement ont été définies ; toutefois, leur mise en place n'a pas été accomplie en 2020. Elle sera effective en 2021.

Intervention Manager Enabel

Diallo Amadou

2 Suivi des résultats

2.1 Evolution du contexte

2.1.1 Contexte général et institutionnel

Le secteur agricole est le plus grand pourvoyeur d'emplois en Guinée. Il occupe 52% de la population active et contribue à hauteur de 20% au produit intérieur brut (PIB). Il est dominé par l'agriculture de subsistance (90%). La plupart des exploitations agricoles sont petites (en moyenne entre 0.3 – 1.5 ha toutes cultures confondues) avec des performances techniques faibles (rendement, productivité de la main d'œuvre etc).

Les chaînes de valeurs retenues par l'entrepreneuriat agricole (ananas, pomme de terre, mangue) sont des spéculations commerciales ou à forte orientation commerciale. Les superficies moyennes dans ces filières sont comparables à celles des autres filières. On y trouve un nombre croissant d'acteurs ayant une surface financière importante (au niveau de tous les maillons).

Un nombre croissant de jeunes, diplômés ou non, est intéressé à développer leur auto-emploi dans le secteur agricole soit dans la production ou dans les maillons transformation/commercialisation. On retrouve ainsi de plus en plus de jeunes, installés ou en voie d'installation, dans les différents maillons des filières ananas, pomme de terre et mangue avec une prédominance dans la production, la fourniture d'intrants. Nombre d'entre eux ont l'avantage d'avoir une bonne formation générale et la volonté de développer leur auto-emploi.

L'accès aux compétences techniques, aux intrants de qualité, au financement et la constitution de liens d'affaires durables demeurent des défis importants à relever pour le développement de l'entrepreneuriat agricole en Guinée.

Les restrictions aux mouvements des personnes, décidées dans le cadre de la pandémie Covid 19, ont eu un impact important sur l'activité agricole. 93% des entreprises du secteur agricole estiment avoir réalisé une moins bonne performance en 2020 par rapport à 2019 : diminution de revenu à la suite de pertes de produits périssables (pomme de terre, ananas), diminution des prix au producteur, réduction du nombre de clients, accroissement des délais de rotation des stocks etc. Dans le cas de la pomme de terre, les prix à la consommation ont suivi la même évolution saisonnière, entre 2019 et 2020, avec une légère poussée inflationniste. Par contre, la Fédération des Paysans du Fouta Djallon (FPFD) rapporte que les prix au producteur (Timbi, Labé) ont plutôt baissé (de 15 à 40%) entre avril et Août 20 par rapport à la période 2019 ; probablement en raison du choix fait par de nombreux producteurs de brader leur produit plutôt que risquer l'avarie.

Signalons enfin que la fermeture des frontières avec le Mali (à la suite d'un coup d'Etat) et avec le Sénégal (à la veille des élections présidentielles jusqu'à ce jour) a entraîné des retards importants dans l'approvisionnement en intrants agricoles, notamment dans le cadre de la riposte à la COVID 19 facilitée par Enabel.

2.1.2 Contexte de gestion

La mise en œuvre de l'intervention est organisée en régie par Enabel : redevabilité financière de Enabel qui applique ses instruments et ses procédures et les modes de contractualisation conformément au cadre législatif et réglementaire belge applicable.

Les décisions clés concernant les marchés publics, les conventions de subsides, les accords de coopération (opportunité, montant estimé, termes de référence, composition des comités d'évaluation des offres) sont concertés et prises conjointement par Enabel et les entités guinéennes désignées pour le pilotage opérationnel (comité technique).

2.1.2.1 Modalités de partenariat

Les opérateurs suivants ont été mobilisés en 2020 sur appels à proposition de subsides :

- La Coopérative Eucord pour la mise en œuvre des activités d'appui technique auprès des entrepreneurs actifs, de l'amont à l'aval de la filière pomme de terre
- Le consortium GRET/MGE/OI pour la mise en œuvre des activités d'appui technique auprès des entrepreneurs actifs dans les filières ananas/mangue
- RGTA/Eclosio pour la mise en œuvre d'actions visant la promotion de techniques durables de production agricole et l'agroécologie auprès des entrepreneurs et organisations actifs dans les filières ananas, mangue et pomme de terre, la gestion durable d'aménagements agricoles.
- Appui aux Initiatives de Développement (AID) pour la mise en place de groupements féminins d'Épargne et de Crédit. Cette convention de subsides est engagée par les interventions Entreprena Agricole et Entreprena Féminin (Développement de l'entreprenariat féminin sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou).

Ces conventions de subsides ont été conclues, globalement, dans les délais prévus. Le déploiement des opérateurs a quelque peu été retardé par la COVID 19.

Deux autres opérateurs ont été mobilisés sur octroi direct de subsides : la Fédération des Paysans du Fouta Djallon (FPFD) et l'ONG Trias.

La convention avec la FPFD a été conclue avec un peu de retard (Mars 2020 au lieu de Q4/2019) à cause des échanges avec le partenaire et du temps d'instruction du dossier. Elle vise à mettre en œuvre des activités d'appui à la production agricole (formation, itinéraires techniques, tests variétaux, test d'irrigation goutte à goutte), à la commercialisation (renforcement de capacités des commerçantes de pomme de terre, tests et diffusion de nouveaux emballages). Elle contribue aussi à renforcer la FPFD dans la fourniture de services à ses membres. Dans la zone d'intervention de la FPFD,

EUCORD n'intervient que pour les activités non conduites par la faïtière et apporte des appuis à la FPPD en réponse aux besoins spécifiques exprimés par celle-ci (appui au développement de l'entrepreneuriat, appui / accompagnement à l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'affaires par exemple).

Dans le cadre de la riposte à COVID 19, la convention conclue avec la FPPD a été élargie pour apporter un appui en intrants agricoles (semences, engrais) aux producteurs fortement impactés, améliorer les conditions de stockage (aménagements complémentaires de magasins, mise à disposition de caisses de stockage etc), faciliter les concertations préalables à la fixation des prix planchers de la pomme de terre. Une convention similaire a été conclue avec l'ONG Trias pour les acteurs de la filière ananas, pomme de terre (Zone de Soumbalako non couverte par la FPPD), les producteurs de riz et maraîchers appuyés antérieurement par le projet DAKMA.

Les conventions conclues dans le cadre de la riposte COVID 19 (Convention TRIAS et avenant à la convention FPPD) ont été instruites avec célérité, comparativement au temps d'analyse/approbation de dossiers similaires (début du processus en Mai 20, signature des conventions en fin Juillet). Toutefois, cette « célérité relative » n'a pas été suffisante pour apporter une réponse d'urgence dans un contexte comme celui de COVID 19. Les intrants n'ont pu être disponibles à temps pour la campagne agricole d'hivernage (passation de marchés, livraison en Octobre/Novembre). Pour la pomme de terre, les appuis ont dû être « dirigés » vers la campagne de production de la période Novembre-Mars (au lieu de Septembre-décembre) ; pour le riz, les dotations prévues pour les semences ont été utilisées pour acquérir des intrants agricoles puisque les périodes de semis étaient largement dépassées.

En guise de comparaison et toujours dans le cadre de la riposte COVID 19, les intrants apportés par le Projet de Développement de l'Agriculture Intégré de Guinée (PDAIG sur financement Banque Mondiale) ont été distribués en Fin juin/début juillet 2020 pour des décisions d'engagement prises en Mai 19 (à la même période que Enabel Guinée). Pour ce faire, la Banque Mondiale a accordé à PDAIG, exceptionnellement pour adapter la réponse au contexte de riposte d'urgence à la COVID 19, un mécanisme de passation de marchés par entente directe entre le projet et les fournisseurs. Une revue à posteriori de la Banque Mondiale a été mise en œuvre pour assurer la bonne administration des achats.

2.1.2.2 Modalités opérationnelles

Les règlements intérieurs du Comité de pilotage et du comité technique ont été validés par le Comité de pilotage en mars 20.

Dans le prolongement de la lettre d'entente conclue entre Enabel et MCIA, un accord a été conclu avec le département de l'agriculture. Cet accord a pour objet de renforcer l'implication des services déconcentrés du Ministère de l'agriculture dans la mise en œuvre du projet, de les appuyer dans la réalisation de certaines de leurs missions (concertation, suivi, etc). Ainsi, il permet de valoriser les appuis du projet DAKMA, de mobiliser les compétences disponibles au niveau des services techniques, notamment en jouant leur rôle régalien.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : GIN1701411 - OS : Améliorer de manière inclusive et durable la compétitivité des entrepreneurs actifs dans les filières agricoles prioritaires, sur l'axe C-K-M					
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN1701411 - Augmentation du chiffre d'affaires des entrepreneurs agricoles et MPME dans la zone d'intervention, venant des ventes de leurs produits (euros)	14.984.550	ND	14.980.343	15.654.477	17.669.133
GIN1701411 - Volume total de produits commercialisés et exportés, désagrégé par filière (tonnes)	35.762	ND	35.685	36.500	43.300

ND : non disponible

Nota Bene : valeur de l'indicateur "Augmentation du chiffre d'affaires" modifié. On considère le chiffre d'affaires et non sa seule augmentation comme précédemment.

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Les valeurs obtenues sur les indicateurs de l'objectif spécifique sont globalement satisfaisantes malgré le contexte de l'année 2020. Les chiffres d'affaires obtenus à la commercialisation de la pomme de terre, ananas et mangue sont inférieurs à la valeur cible essentiellement en raison de prix de vente unitaires plus faibles à cause de COVID 19. Pour les mêmes raisons, elles sont peu différentes des données de base. Les quantités commercialisées sont globalement stables, probablement en raison de pertes plus importantes malgré l'accroissement des superficies (cas de l'ananas notamment).

Certains des changements, attendus dans la théorie du changement formulée par le projet, commencent à être perceptibles même si cela reste ténu et largement soutenu par des appuis extérieurs.

Ci-dessous, quelques changements attendus sur lesquels, des évolutions sont observées.

Résultat	Changements énoncés dans la théorie du changement
Résultat 2	Collecte régulière par les organisations de filière et analyse, Fournitures de services adaptés par les OP à leurs membres
Résultat 3	Les IF/MF ont une bonne connaissance des opportunités du secteur agricole Les organisations des filières et les Entrepreneurs ont une bonne connaissance des opportunités des IF /MF
Résultat 4	Les OF disposent des infrastructures publiques structurantes prioritaires et les exploitent durablement Le climat d'affaires est amélioré grâce à la pression des structures représentatives

La Fédération des Paysans du Fouta (FPFD) collecte régulièrement et analyse les informations pertinentes sur la filière pomme de terre : prix, superficies emblavées, rendement, compte d'exploitation etc. Elle a pu poursuivre cette activité grâce aux appuis du projet d'appui au développement de l'entreprenariat agricole (Entreprena agricole). La Fédération des Planteurs de la Filière Fruit (FEPAF), procède à une mise à jour annuelle des superficies, rendements en ananas via la mobilisation d'appuis extérieurs -dont ceux d'Enabel. Des études ont été réalisées, via ces organisations, pour documenter les effets de Covid 19. Ces informations permettent aux acteurs de faire des analyses et de prendre des décisions.

Grâce aux appuis de Entreprena agricole, la FPFD a pu élargir ses services en direction de ses membres. La FEPAF est en passe de bénéficier d'appuis similaires (en tant que sous bénéficiaires d'une convention de subsides).

Il reste que toutes ces organisations doivent pouvoir développer un modèle économique assurant au moins en partie le financement de certains services clés, y compris la collecte et la diffusion d'informations.

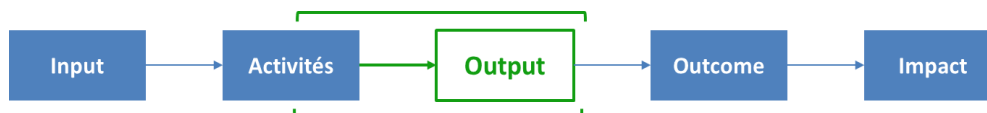
Concernant l'accès au financement, on note une volonté réelle de certaines banques à élargir leur portefeuille dans le secteur agricole. Entreprena agricole a facilité l'accès d'entrepreneurs agricoles aux produits financiers proposés par ces banques. Cette facilitation se poursuivra par l'appui à l'élaboration de plans d'affaires et leur soumission à l'examen des banques.

Dans le prolongement du projet de développement agricole sur l'axe Kindia-Mamou (DAKMA), l'appui à la gestion de sites pilotes d'aménagements hydro agricoles se poursuit. Sur le site de Botobofel, les exploitants prélèvent une redevance eau et réalisent quelques entretiens grâce aux ressources collectées. Cette action sera renforcée par les appuis du de l'opérateur sous-traitant, RGTA/Eclosio et d'un prestataire spécialisé en cours de mobilisation.

Planche photos 1 : Mise en place d'une association d'usagers d'eau agricole



2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Output : GIN1701411 - R1 : Les besoins de renforcement des filières sont identifiés par des études, la cartographie et la concertation des acteurs afin d'identifier les possibilités d'investissements structurants

Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN1701411 - Un plan de renforcement des filières est développé et approuvé par les acteurs	0	3	3	3	3

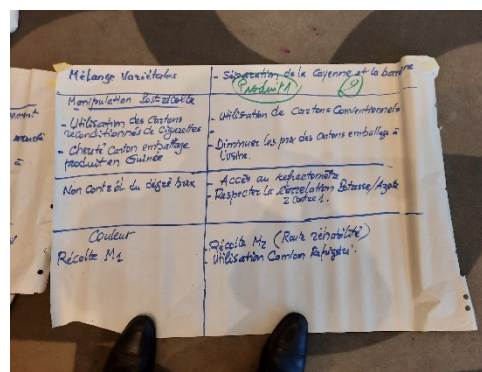
2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ²	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Cartographie filières, besoins, niches		X		
2. Etudes de faisabilité		X		
3. Concertations entre acteurs pour le ciblage des niches		X		

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Les plans d'action, pour le développement des filières ananas, mangue et pomme de terre, élaborés de façon participative en 2019 ont fait l'objet de mises à jour par les bénéficiaires contractants en charge des appuis non financiers. Les études complémentaires prévues dans le cadre de ces plans d'actions ont été réalisées en 2020 : étude du marché national de l'ananas et de la pomme de terre, étude du marché de l'ananas au Sénégal en vue d'y accroître les parts de marché, étude des possibilités de stockage réfrigéré des produits agricoles avec de l'énergie solaire ou un mix énergétique valorisant au mieux l'énergie solaire, suivi de l'évolution des rendements et des superficies emblavées en ananas, élaboration d'un guide de bonnes pratiques de transformation de l'ananas et de la mangue. Les études de marché (ananas et pomme de terre) ont abouti à l'élaboration d'un plan de développement commercial de ces deux spéculations. Ce plan s'appuie sur les entrepreneurs et les organisations actives dans les différents maillons. Sa mise en œuvre sera soutenue par Entreprena agricole et les actions en cours des autres partenaires techniques et financiers (PTF).

Planche photos 2 : Atelier d'élaboration du plan de développement commercial de l'ananas au Sénégal



Entreprena agricole facilitera la construction de chambres froides en réponse à une partie des besoins exprimés par les acteurs de la filière pomme de terre et ananas tout en se basant sur les livrables de l'étude sur le stockage réfrigéré à base d'énergie solaire.

Le guide de bonnes pratiques de transformation de l'ananas sera mis à la disposition de l'opérateur en charge de l'appui à ces filières. Il sera aussi largement diffusé en vue de renforcer la maîtrise des process technologiques par les entrepreneurs en activité et les aspirants.

En prélude à la campagne de commercialisation de la mangue 2020, une concertation a été facilitée entre exportateurs, pisteurs, producteurs de mangue et services d'appui. **Le plan de lutte contre la mouche des fruits, issu de cette concertation, a permis de protéger 501 hectares de verger.** Notons que la campagne de commercialisation de la mangue à l'export (comme celle de l'ananas) a été fortement impactée par les restrictions décidées dans le cadre de la lutte contre la COVID 19. 151 tonnes seulement ont pu être exportées via le port de Dakar par un opérateur sur une prévision cumulée de 1 035 tonnes.

Planche photos 3 : Lutte contre la mouche des fruits



Dans le cadre de la riposte à la COVID 19, une étude de l'impact de la pandémie sur les filières ananas et pomme de terre a été réalisée. Elle a permis, comme on le verra dans l'Output 2, de préparer la riposte à la COVID 19.

2.4 Performance de l'output 2



2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : GIN1701411 - R2. Les entrepreneurs des filières ont accès à des appuis à l'innovation et à des services de conseil à la gestion technique et économique qui intègrent la dimension de gestion durable des ressources naturelles

Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN1701411 - Nombre d'hectares exploitées de manière durable dans la zone d'intervention	0	0	ND	*130	250
GIN1701411 – Pourcentage de producteurs/entrepreneurs agricoles actifs au niveau des OP/interprofessions et utilisant les services d'appui mis en place ou renforcés (%)	0	0	3	8	25

ND : non déterminé

Nota Bene : les superficies exploitées en 2020 de manière durable n'ont pu être déterminées avec précision. Une collecte complémentaire sera réalisée.

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Appuis non-financiers aux MPME et organisations agricoles opérant en aval des filières ciblées		x		
2. Appuis non-financiers aux MPME et organisations agricoles opérant en amont des filières ciblées		x		
3. Promouvoir des innovations agro-environnementales dans le développement des filières ciblées		x		

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Les premières activités des bénéficiaires contractants ont consisté à compléter la cartographie des entrepreneurs, à réaliser un état de la fonctionnalité des acteurs et des maillons. Le consortium RGTA/Eclosio a réalisé un diagnostic agri environnemental autour de 6 sites aménagés par le projet DAKMA.

EUCORD a lancé le processus d'accompagnement de 35 MPME (dans les maillons semences, production, commercialisation, services -prestataire de labour, traitement phytosanitaires) via des échanges préliminaires, une formation sur le développement de l'entreprenariat, une formation technique sur les itinéraires techniques de la production de production et de semences.

L'amélioration durable des rendements est envisagée par EUCORD à travers la maîtrise des itinéraires techniques. La démarche consiste à installer des parcelles de démonstration de bonnes pratiques pour améliorer les connaissances et les savoir-faire des producteurs. Ces parcelles sont installées chez des producteurs leaders (en général ayant une plus grande maîtrise technique et servant de source d'inspiration/modèle). 7 parcelles de démonstration ont ainsi été installées (chez 7 producteurs « leaders ») en décembre 2020. Ces derniers sont accompagnés tout le long du cycle de production. On compte en moyenne une trentaine de producteurs mobilisés autour d'un producteur leader

Planche photos 4 : Parcelle de démonstration de bonnes pratiques- pomme de terre



La FPFD a poursuivi le renforcement de capacités des acteurs dans sa zone d'influence : formation théorique de 550 producteurs et 320 séances de démonstration pratique sur les techniques de préparation, de plantation et d'entretien de la pomme de terre de saison sèche, formation de 200 productrices et producteurs sur les techniques de récolte et de conservation de la pomme de terre, renforcement du

conseil en gestion à l'exploitation agricole (mise en place de 10 nouveaux groupes de conseil de gestion, relance de 10 anciens groupes), l'organisation de 5 réunions interprofessionnelles, la collecte des prix et des volumes de pomme de terre commercialisée. Dans le cadre de la recherche de variétés plus adaptées aux conditions locales, un test variétal portant sur sept (07) nouvelles variétés (et 1 témoin variété Nicola) a été lancé par la FPPD avec l'appui de la recherche agricole.

La question des semences de qualité est une grande contrainte dans la filière pomme de terre en Guinée. En général, les semences de qualité sont importées d'Europe pour la production de saison sèche (Novembre-mars). Une partie des tubercules issues de cette saison est utilisée comme semences (on parle de semences recyclées) pour les 2 autres campagnes de production (Juin - Septembre et Septembre-décembre). La production de semences locales est une opportunité d'affaires que veulent saisir certains producteurs. Toutefois, elle est techniquement exigeante et demande des capacités financières importantes (et des superficies conséquentes). Il faudra aussi régler la question de la disponibilité régulière en semences de base. **Pour la campagne de saison sèche 2020 /21 (Novembre-mars), 9,5 hectares ont été emblavés par 3 producteurs semenciers.** Ils ont été formés sur la production de semences et reçoivent l'appui technique rapproché de EUCORD.

Planche photos 5 : Visite d'une parcelle de semence de pomme de terre- Labour par traction animale



La mobilisation de l'équipe du consortium GRET/MGE/OI a pris du retard. A la suite de la cartographie des acteurs des filières ananas et mangue, une mise à jour du fonctionnement de la Fédération des Planteurs de la Filière Fruits- Basse Guinée (FEPAF -BG) a été réalisée. Elle a permis de convenir du contenu et des modalités de l'accompagnement de la FEPAF en vue de sa professionnalisation : appui au développement de services, appui au développement du modèle économique, appui à la gouvernance, renforcement des organisations membres de la FEPAF, appui au fonctionnement.

A la suite du diagnostic agri environnemental, le consortium RGTA/Eclosio a retenu de promouvoir la traction animale pour augmenter la productivité agricole. En ce qui

concerne la pomme de terre, il s'agira de promouvoir la culture attelée via la formation des bouviers, le renforcement de capacités d'un réseau d'artisans fabricants de matériel de traction animale, l'appui à l'acquisition des charrues (première commande de 40 charrues), la production et l'utilisation du compost 21 jours (15 compostières installées). Pour l'ananas, l'utilisation du compost (6 compostières installées), l'appui à la promotion de l'ananas biologique sont retenues.

Dans le cadre de la riposte à COVID 19, les intrants distribués aux 836 producteurs de pomme de terre et aux 228 producteurs d'ananas ont permis d'emblaver 275 hectares de pomme de terre et d'entretenir 50 hectares d'ananas respectivement. Le suivi des producteurs augure de bonnes perspectives de rendement et d'atténuation conséquente des effets de COVID 19.

2.5 Performance de l'output 3



2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : GIN1701411 - R3 : L'accès des entrepreneurs des filières aux services financiers est amélioré par l'articulation aux fournisseurs et l'introduction de produit financiers innovants					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN1701411 - Nombre d'entreprises ou individuels opérant dans les filières qui ont eu accès à un financement	0	0	0	300	1.600
GIN1701411 - Nombre de nouveaux produits financiers en faveur des entrepreneurs agricoles développés grâce aux appuis du programme	0	0	0	1	3

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Diagnostic des raisons du faible financement des filières ciblées		X		
2. Améliorer au niveau des IF/IMF, l'offre de produits financiers adaptés aux besoins des filières et renforcer leur expertise technique et financière				X
3. Des mécanismes de financement permettant de réduire les risques des IF/IMF et de soutenir l'investissement dans les filières sont développés				X

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

La stratégie de facilitation de l'accès des MPME agricoles au financement a été élaborée à la suite d'échanges et d'appuis de Enabel Bruxelles. Elle est basée sur les axes suivants : renforcement des capacités d'institutions de microfinance partenaires (IMF) et développement de produits financiers pour les MPME agricoles, facilitation de l'accès à l'investissement via des subventions partielles adossées au crédit, appui à la finance inclusive en direction des entrepreneures (aspirantes et actives), renforcement de fonds de garantie existants, appui pour l'amélioration des performances techniques et économiques des MPME (par les bénéficiaires contractants mobilisés pour l'output 2), partenariat ponctuel avec les banques pour des demandes de financement dépassant la capacité des IMF.

Afin de décider des modalités opérationnelles (marchés, subsides, convention de coopération), Entreprena agricole a eu des échanges approfondis avec Enabel Bruxelles et les équipes Enabel de pays travaillant sur les questions de financement (Niger, Sénégal). C'est à la suite de ces échanges que l'intervention a retenu de confier la mise en œuvre de l'ensemble du dispositif de facilitation de l'accès au financement (mise en place et gestion d'un dispositif de subvention d'investissement adossée au crédit, renforcement de capacités d'institutions de microfinance, appui au développement de produits financiers adaptés aux MPME agricoles, éducation financière) à une agence du système des Nations Unies, United Nations Capital Development Fund (UNCDF). Ce choix était motivé par l'expérience, le savoir-faire de UNCDF notamment dans le cadre de Integra. Ce choix permet aussi d'éviter de devoir

investir dans la mise en place de concertations, de synergies entre plusieurs opérateurs. Les premiers échanges avec UNCDF ont permis de trouver des accords sur les points (dont le niveau des frais de structure), qui avaient été le point de blocage dans d'autres projets de conventions par d'autres interventions d'Enabel. Ce n'est qu'au moment où la proposition d'action de UNCDF était attendue que son service juridique a fait prévaloir son désaccord sur certains articles relatifs aux conditions de remboursement de ressources avancées (par Enabel) en cas de cessation prématurée de la convention. Entre le début des échanges et le constat d'échec, il s'est écoulé 6 mois.

En Novembre 2020, le projet a travaillé sur la stratégie alternative qui sera mise en œuvre en début 2021 :

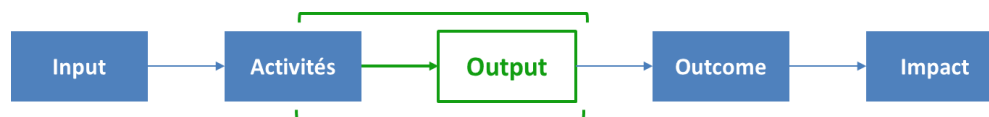
- Mise en place et gestion du dispositif de subvention d'investissement adossée au crédit via un appel à propositions de subsides (en synergie avec l'Intervention Entreprenariat féminin)
- Mobilisation d'une assistance pour le renforcement de capacités d'IMF partenaires (dans le cadre du dispositif de subvention) et appui à l'élaboration de produits financiers adaptés aux MPME agricoles
- Mise en œuvre de l'éducation via les bénéficiaires contractants déjà mobilisés et en charge des appuis non financiers.

Des relations ont été tissées avec les banques intéressées à accroître leur portefeuille agricole : Société Générale de Banque de Guinée (SGBG) et la Banque Islamique de Guinée (BIG). Avec la facilitation de l'intervention, la SGBG et la BIG ont ainsi organisé une formation de 47 entrepreneurs sur leurs produits. Certains de ces entrepreneurs seront accompagnés, par les bénéficiaires contractants, dans l'élaboration de leur demande de financement en direction de ces banques.

La convention de subsides (Entreprena agricole et Entreprena Féminin) avec AID a été signée en décembre 20. Elle vise la mise en place de 50 groupements féminins d'épargne et de crédit et leur articulation avec les IMF. Cette convention

Dans le cadre du renforcement de fonds de garantie existants, une mission exploratoire a été réalisée auprès de la FPPD. Cette organisation bénéficie de fonds de garantie légués par l'AFD et l'ACDI, le FIDA. Ces fonds lui permettent de lever régulièrement du financement (essentiellement du crédit de campagne agricole) auprès de la SGBG et d'une autre banque. Toutefois, ces fonds ne permettent pas de couvrir l'ensemble des besoins de la FPPD. Il est envisagé de réaliser une analyse détaillée des fonds de garantie actuels de la FPPD, leur effet/impact, leur niveau actuel, les besoins non couverts et besoins nouveaux afin de décider de l'opportunité, pour Entreprena agricole, de les renforcer.

2.6 Performance de l'output 4



2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : GIN1701411 - R4 - L'environnement des affaires et la gouvernance des filières ciblées sont améliorés à travers une meilleure articulation des acteurs et la réalisation des investissements structurants.

Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN1701411 - Nombre d'infrastructures publiques structurantes réalisées dans le cadre du renforcement des filières prioritaires	0	0	0	0	14
GIN1701411_Nombre de partenariats commerciaux développés entre intervenants au sein des filières	22	22	22	26	46

IOV Nombre d'infrastructures revu : 4 AHA (Daboya + 3 en Moyenne Guinée) + 3 chambres froides + 7 magasins de stockage

La facilitation des partenariats commerciaux par les bénéficiaires contractants n'a pas pu se concrétiser en raison de leur déploiement au troisième trimestre.

2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. Professionnaliser les espaces de concertation au sein des filières ciblées		x		
2. Appuyer les entités déconcentrées du Ministère de l'agriculture dans le pilotage et le monitoring des stratégies sectorielles pertinentes		x		
3. Réaliser des investissements structurants prioritaires identifiés au sein des espaces de concertation			x	

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Deux exercices de concertation ont été organisés dans le cadre de la filière ananas. Ils ont mobilisé les acteurs du maillon production, les services techniques et les projets d'appui au développement de la filière ananas (REFILA, Entreprena Agricole). La réunion du comité technique de Entreprena Agricole a aussi été mise à profit pour faciliter la concertation entre les acteurs. Ces exercices de concertation ont permis de partager les actions en cours, de convenir des synergies nécessaires. En réponse aux demandes des acteurs, REFILA a mobilisé ITC pour des études du marché européen, marocain, malien et gambien. Enabel a facilité la réalisation de l'étude de marché du Sénégal, marché d'exportation actuellement le plus important pour l'ananas de Guinée. Les conclusions de ces études de marché ont été présentées à l'occasion d'un atelier commun. D'autres actions, comme le renforcement de capacités de la FEPAF, ont fait l'objet d'échanges et d'une ventilation concertée des appuis des différents partenaires techniques et financiers (PTF).

Afin de prendre en compte les questions à traiter pour l'ensemble de la filière, il est nécessaire que ces concertations soient élargies aux maillons transformation, commercialisation. Certes, ces deux maillons ne sont pas organisés ; mais ils peuvent être représentés dans un premier temps par des personnes actives et reconnues par leurs pairs. Par ailleurs, des efforts doivent être faits par les parties prenantes aux concertations pour respecter les accords conclus (par exemple répartition géographique et thématique des appuis des projets). Les premières concertations ont été directement facilitées par Entreprena Agricole. L'opérateur facilitera l'organisation de cet espace de concertation avec l'implication des acteurs de tous les maillons de la filière ananas, les services techniques et le projet REFILA.

Des concertations similaires ont été organisées sur la filière mangue. Elles ont permis de mettre en œuvre le plan de lutte contre la mouche des fruits.

A la suite de ces travaux sur la fonctionnalité des acteurs clés de la filière pomme de terre, EUCORD a pris les dispositions pour lancer les concertations de cette filière au premier trimestre 2021.

Les appuis fournis aux Directions Régionales de l'Agriculture (DRA- de Kindia et Mamou) leur ont permis de réaliser des missions de supervision, d'évaluation des campagnes agricoles, d'identification d'expériences à capitaliser, l'organisation par les concertations régionales du secteur rural. Dans le prolongement des appuis fournis par le Projet DAKMA, le Bureau Technique de Génie Rural (BTGR) a été mobilisé pour la réalisation des études préalables à la construction de magasins de stockage.



Planche photos 6 : Concertations sectorielles agricoles Kindia et Mamou

Les plans de développement concertés des filières pomme de terre, ananas et mangue, élaborés par les acteurs en 2019, prévoient la réalisation d'infrastructures collectives : aménagements hydro agricoles, magasins de stockage, chambres froides, centres de traitement et de conditionnement. Les listes étant longues, il a fallu établir une liste réduite d'infrastructures prioritaires au terme de nouvelles concertations avec les principales prenantes en 2020.

Planche photos 7 : Etudes préalables d'infrastructures



Les travaux d'aménagement du site de Daboya en faveur de la FEPAF ont pris un peu de retard puisque le marché a dû être relancé en Novembre 20. Il en est de même pour le marché d'ingénierie sociale en vue d'une gestion durable des aménagements hydro agricoles. Pour chacun de ces marchés, une prospection approfondie a été organisée avant leur deuxième publication. Il faut dire qu'il s'agit de marchés pour lesquels peu d'entreprises locales sont compétentes. Le contexte COVID 19 a pu « refroidir » certaines entreprises internationales compétentes. Les autres activités clés en lien avec la réalisation d'infrastructures collectives sont en cours d'exécution comme cela avait été prévu :

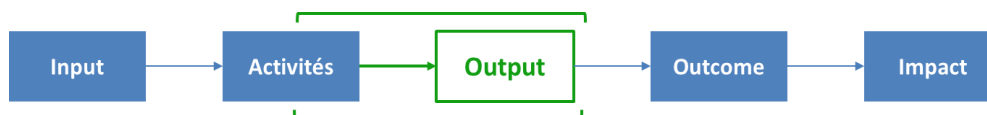
- Démarrage des études préalables aux nouveaux aménagements hydro agricoles sur 10 sites en Moyenne Guinée (Novembre 20)
- Réalisation des études pour la construction de 7 magasins de stockage de pomme de terre en Moyenne Guinée et d'intrants agricoles en Basse Guinée, publication du dossier d'appels d'offres (Novembre 20)
- Réalisation d'une étude sur chambres froides valorisant au mieux l'énergie solaire (100 % solaire ou hybride)-Octobre 20

Planche photos 8 : Station de pompage et seuil de retenue d'eau à Daboya à réhabiliter dans le cadre du nouvel aménagement



Dans le cadre de la gestion durable des aménagements hydro agricoles, l'opérateur RGTA/Eclosio appuie les comités d'usagers d'eau (mis en place à la fin de DAKMA) et la collecte de redevances eau sur 2 sites pilotes sur 3. Les exploitants du site de Botobofel collectent régulièrement des redevances et procèdent à l'entretien du site.

2.7 Performance de l'output 5



2.7.1 Progrès des indicateurs

Output : GIN1701411 - R5- L'accessibilité et l'utilisation de nouveaux outils digitaux par les acteurs locaux sont améliorées					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN1701411 - Nombre d'innovations développées et/ou renforcées au sein des filières	0	0	0	0	3
GIN1701411 Niveau de l'utilisation des applications digitales par les entrepreneurs/MPME au sein des filières (%)	0	0	0	0	30

2.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées	En sérieux retard
1. A0501 Renforcer l'offre de services numériques et former à leur utilisation en vue d'améliorer la compétitivité des chaînes de valeur prioritaire			x	
2. A0502 Analyser les besoins d'informations de prix et marchés			x	

2.7.3 Analyse des progrès réalisés

Les activités en lien avec ce résultat sont en retard. En effet, à la suite de concertations entre les interventions Entreprena Agricole et Entreprena Féminin, il a été retenu de faciliter le « regroupement » de solutions digitales existantes et utilisées par les MPME agricoles de façon à accroître leur niveau d'utilisation et leur impact. Par regroupement ou intégration de solutions digitales « individuelles » (une réponse par solution digitale), on entend par exemple la possibilité de vérifier la disponibilité d'un intrant, d'accéder à la liste des fournisseurs, de faire un benchmark entre les fournisseurs, de commander le produit, de le faire livrer, de le payer, de recevoir des conseils avisés du fournisseur... en se connectant sur une plateforme adaptée.

Le marché relatif à la mobilisation d'un prestataire a été infructueux, faute de prestataires locaux en capacité de respecter les exigences administratives et financières. Le cahier spécial des charges a été revu puis publié. En attendant l'évaluation des offres, le projet travaille sur une option alternative via un Hackaton géré par un professionnel.

3 Suivi budgétaire

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de 2020
		Années précédentes	Année couverte par le rapport 2020		
Total	11.500.000	280.969	1.278.627	9.940.404	14%
Résultat 1 : Les besoins de renforcement et les niches de développement des filières ciblées sont identifiés	400.000	63.090	80.214	256.696	36%
Résultat 2 : L'accès des entrepreneurs des filières ciblées aux appuis technico-économiques et à l'innovation est amélioré	2.016.000	7.785	595.586	1.412.629	30%
Résultat 3 : L'accès des entrepreneurs des filières aux services financiers est amélioré par l'articulation des fournisseurs de services et l'introduction des produits financiers innovants	3.306.000	48.701	42.085	3.215.214	3%
Résultat 4 : L'environnement des affaires et la gouvernance des filières ciblées sont améliorés à travers une meilleure articulation des acteurs et la réalisation des investissements structurants	4.299.180	34.929	334.591	3.929.660	9%
Résultat 5 : L'offre de services numériques pour les entrepreneurs des filières et l'utilisation des nouveaux outils digitaux sont renforcées	440.000	353	0	439.647	0%
Réserve				0	
Moyens généraux	1.038.820	126.112	226.151	686.557	34%

Le taux d'exécution global de l'intervention est de 14%. Les prévisions de l'année 2020 n'ont pas été atteintes en raison de la non attribution de certains marchés (infrastructures, ingénierie sociale), à l'échec des démarches engagées avec UNDCF pour l'accès au financement.

Les taux d'exécution des résultats 1 et 2 sont assez proches des prévisions. Le niveau d'exécution des résultats 3 et 4 est faible pour les raisons évoquées plus haut.

Avec l'attribution vraisemblable d'importants marchés du résultat 4 (aménagement hydro agricole, magasins de stockage, ingénierie sociale), le niveau d'exécution budgétaire de ce résultat devrait augmenter significativement en 2021. Le résultat 3 devrait suivre une évolution similaire à la condition que les options retenues par l'intervention soient mises en œuvre rapidement.

Une première modification visant à accroître la dotation des résultats 1 et 2 par prélèvement sur les résultats 3 et 4 a été approuvée par le Comité de Pilotage. Cet aménagement a permis d'engager des actions soft plus adaptées à l'accompagnement des MPME agricoles.

4 Risques et problèmes

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Forte sollicitation du nombre limité d'acteurs clés des différentes filières par un nombre croissant de projets	01/04/2019	DEV	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Mettre en place des mécanismes de concertation/harmonisation des démarches entre les différents intervenants	Comité technique de suivi	N/A	Concertations mises en place et fonctionnelles	En cours
Renforcer les acteurs ciblés	Assistance Technique	N/A	En cours	En cours
Diversifier le partenariat	Assistance Technique	N/A	En cours	En cours
Renforcer le rôle du comité technique dans la concertation, la synergie entre les intervenants	Direction de l'intervention	31/07/2021	En cours	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Risque de retard dans l'exécution des marchés de travaux (aménagement hydro agricoles infrastructures post récolte) à cause de la faible capacité des entreprises locales.	01/03/2020	OPS	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Prévoir autant de lots que possible,	Equipe du projet	30/06/21	En cours	En cours
Adapter les jalons de paiement	Equipe du projet	30/06/21	En cours	En cours
Faire un suivi rapproché de l'exécution	Equipe du projet	30/06/21	En cours	En cours
Mettre en œuvre un suivi rapproché afin d'établir un dialogue constructif avec les entreprises.	Equipe du projet	30/06/21	En cours	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Risque de retard dans la mise en œuvre du dispositif de subvention adossée au crédit	15/11/2020	PRIORITAIRE	Haute	Moyen	Haute

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Elargir la prospection	Equipe du projet	31/01/2021	En cours	Accompli
Veiller au démarrage rapide des activités (Q2/21) notamment via la constitution de consortium International/national	Equipe du projet	31/03/2021		Prévu
Faire préparer suffisamment de dossiers de demande de financement par les bénéficiaires contractants en charge des appuis non financiers	Equipe du projet	30/06/2021	En cours	En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Inadéquation entre le cadre juridique Enabel et les options adaptées de facilitation de l'accès au financement	01/07/2019	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Mettre en œuvre les actions autorisées par le cadre auquel Enabel est soumis	Direction de l'intervention	15/04/2021	Négociation non concluante avec UNCDF Option nouvelle : appel à propositions de subsides	En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Faible capacité des entreprises locales à réaliser des marchés complexes d'infrastructures (aménagement hydro agricole sous pression, chambres froides-)	01/07/2020	DEV	Moyen

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Faire une prospection approfondie au niveau sous régional et international pour tout marché complexe (infrastructures, prestation intellectuelle)	N/A	31/01/2021	Prospection en cours pour Daboya, ingénierie sociale etc	En cours
Organiser le marché au regard des spécialisations des entreprises compétentes (lots, regroupement etc)	Equipe du projet	N/A	En cours pour Daboya	En cours

Les nouveaux risques résident dans la faible capacité à réaliser des entreprises locales à réaliser convenablement et dans les délais des travaux d'infrastructures.

Par ailleurs, afin de ne pas multiplier le nombre d'intervenants, Entreprena Agricole a choisi de contractualiser la mise en œuvre de l'ensemble des outils de financement avec un seul opérateur. Ce choix comportait le risque d'entraîner un retard non négligeable

dans la mise en place des outils de financement. Ce risque s'est réalisé avec l'échec des négociations avec UNCDF.

La fermeture des frontières, les restrictions liées à la survenue de COVID 19 sont les principaux problèmes apparus en 2020.

5 Synergies et complémentarités

5.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Les activités d'appuis non financiers de Entreprena agricole sont bien articulées avec celles de Entreprena féminin (Intervention développement de l'entreprenariat féminin). Dans une filière et une zone géographique donnée, les appuis délivrés aux entrepreneuses par Entreprena féminin viennent en complément de ceux mis en œuvre par Entreprena (sans distinction de sexe). Les outils de facilitation de l'accès aux financements mis en œuvre par Entreprena agricole sont utilisés par les deux interventions.

Entreprena Urbain accompagne l'Agence pour la Promotion de l'Investissement Privé (APIP) pour la mise en place d'un dispositif de facilitation (« Hub entrepreneurial ») de l'accès :

- à l'information
- à certains services (dont services d'accélération pour le développement des entreprises y compris certains services spécialisés)
- la mise en relation et le réseautage.

Entreprena agricole s'inscrit dans cette dynamique en vue de valoriser ce dispositif pour faciliter l'accès d'entrepreneurs agricoles à certains services spécialisés (comme par exemple certains process technologiques) peu utilisés et pour lesquelles les compétences ne sont pas disponibles localement (zone d'intervention voire pays).

Entreprena agricole a facilité les relations entre Capacita et les organisations professionnelles appuyées dans les filières ananas, mangue et pomme de terre. Toutefois, aucune synergie concrète n'a pu se mettre en place.

5.2 Avec les projets pour tiers

Entreprena agricole et INTEGRA ont développé des synergies et un co-financement d'études préalables pour la réalisation de l'aménagement hydro agricole du site de Daboya en faveur de la FEPAF-BG. INTEGRA fournira la main d'œuvre et assurera son suivi pour la réalisation de travaux non qualifiés sous Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO). Entreprena agricole prendra en charge les autres postes (travaux mécanisés, fourniture et pose des équipements, suivi). Afin d'assurer que le site mobilisera, de façon transparente et équitable, aux personnes compétentes et intéressées à s'investir

dans la production de l'ananas, les deux projets ont conclu un accord conjoint de partenariat avec la FEPAF pour l'identification et l'installation des futurs exploitants sur le site.

Dans le cadre de la valorisation des déchets, SANITA envisage de réaliser à Kindia un test pilote de production / utilisation de compost à partir de déchets ménagers. Les producteurs d'ananas, les producteurs maraîchers (dont certains ont reçu des appuis du projet DAKMA), sont des utilisateurs naturels de ce sous-produit. Entreprena agricole a facilité les contacts avec les bénéficiaires contractants et les utilisateurs potentiels de ce compost.

5.3 Autres synergies et complémentarités

Synergie avec le projet REFILA dans l'appui à la filière ananas.

6 Thèmes transversaux

6.1 Environnement et changement climatique

Une des actions mises en œuvre par Entreprena agricole et portée par le consortium RGTA/Eclosio vise la promotion de pratiques agricoles durables. C'est ainsi que des actions initiées par le projet DAKMA sont en train d'être diffusées plus largement (compost, culture attelée).

Dans le cadre de la réponse au stockage réfrigéré des produits agricoles, une étude a été réalisée sur la construction de chambres froides positives fonctionnant avec de l'énergie solaire. La réalisation de quelques infrastructures pilotes de ce type est envisagée pour compter de 2021.

6.2 Digitalisation

Conf résultat 5

7 Leçons apprises

7.1 Les succès

Riposte COVID

Après la stupeur liée à la survenue de COVID 19 et son impact sur les entrepreneurs agricoles, l'intervention a su proposer une riposte adaptée, après des échanges avec les services techniques, les acteurs impactés, les partenaires techniques et financiers. Les activités ainsi conduites dans le cadre de la riposte à la COVID 19 ont permis aux acteurs des filières, producteurs/transformateurs surtout, de préserver leur capital productif.

Déploiement des opérateurs et lancement des premières activités d'appui aux entrepreneurs

Les opérateurs en charge de l'accompagnement technique rapproché des entrepreneurs agricoles se sont déployés et ont commencé à délivrer leur prestation : renforcement de capacités de producteurs de pomme de terre, mise en place de parcelles de démonstration de bonnes pratiques, champs écoles paysans, mise en place des appuis en faveur de la Fepaf, élargissement des appuis de la FPPD à de nouveaux producteurs, identification et premières formations d'entrepreneurs en vue de l'élaboration de demandes de financement.

« Construction » en cours d'un partenariat avec la Société Générale de banque de Guinée (SGBG), la Banque Islamique de Guinée (BIG)

Dans la perspective d'élargir leur portefeuille dans le secteur agricole, la SGBG et la BIG ont montré un réel intérêt à nouer un partenariat gagnant-gagnant avec Entreprena agricole. Le projet a ainsi facilité le contact entre ces deux banques commerciales et des entrepreneurs agricoles (47) et de faire connaître les produits proposés par ces banques et leurs conditions d'accès. A la suite de cette facilitation, Entreprena Agricole (à travers les opérateurs mobilisés) accompagne les entrepreneurs dans l'élaboration de leurs demandes de financement ; celles-ci sont ensuite présentées aux banques partenaires.

Lutte contre mouche des fruits

Les actions conduites, en partenariat avec la Direction Régionale de l'agriculture de Kindia et le service de protection des végétaux, ont permis de protéger une importante superficie de verger et de « réveiller » l'intérêt de certains producteurs à la production de mangues commerciales.

A titre d'exemple, un producteur qui envisageait d'abattre ses manguiers a finalement décidé, au regard de l'impact de la production sur son verger, de le tailler et se lancer dans un processus d'exploitation plus professionnelle.



7.2 Les défis

Financement

L'accès au financement est considéré, dans le contexte guinéen comme dans bien d'autres pays d'intervention d'Enabel, comme une des contraintes majeures au développement des entreprises.

Des réponses sont proposées dans le document de portefeuille Guinée 2019-2023, les études réalisées par Entreprena agricole. Toutefois, les marges de manœuvre en matière de réponse aux problématiques de financement demeurent étroites. Les conditions préalables, les « zones grises » ou situations laissant une grande place à l'interprétation peuvent conduire l'intervention à perdre beaucoup de temps. Le renforcement de dispositifs de garantie existants peut être cité à titre d'exemple.

Faible capacité des entreprises/ prestataires locaux

Le nombre de marchés non attribués en première publication, les incidents survenant dans l'exécution des marchés (travaux, prestation intellectuelle) traduisent la faible capacité des entreprises locales de travaux et autres prestataires.

En plus de prospections approfondies, il est nécessaire de travailler sur la mobilisation d'entreprises sous régionales /internationales, l'incitation à la constitution de consortium (entre entreprises internationales/entreprises nationales).

Installation et opérationnalité des bénéficiaires contractants

Avec le recul, il apparaît que le déploiement des opérateurs prend en général plus de temps que prévu. Par ailleurs, il leur faut du temps pour devenir réellement opérationnels. Une des bonnes pratiques consiste à accompagner l'opérateur dans sa connaissance du milieu, des acteurs voire dans la mise en œuvre des premières activités.

Synergie entre opérateurs

Malgré les rencontres d'échanges entre opérateurs facilitées par l'intervention pour la mise en place de synergies opérationnelles pour des thématiques proches, des actions dans les mêmes zones géographiques, cela se révèle plutôt laborieux sur le terrain. Chacun des opérateurs préfère rester dans sa « zone de confort ». Après un échange avec chaque opérateur, l'adaptation de la répartition des activités/zones d'intervention/cibles entre intervenants doit être orientée par l'intervention.

7.3 Questions d'apprentissage stratégique

Mobilisation des opérateurs

Le déploiement d'opérateurs prend en général plus de temps que prévu. Par ailleurs, il leur faut du temps pour devenir réellement opérationnels. Il est nécessaire de les accompagner au lancement de leurs activités.

Coopération avec les agences UN

La mise en place d'une convention de coopération avec une agence des Nations Unies est un processus long et incertain. Malgré les « bonnes intentions » des parties, les cadres légaux auxquels sont assujettis Enabel, les agences des Nations Unies ne permettent pas toujours de conclure un accord dans des délais raisonnables. Il est important pour toute intervention d'Enabel de bien prendre en compte les raisons d'échec des différentes interventions sur ces questions. Dans les situations où l'opportunité et la pertinence d'un accord avec une agence UN sont établies, il sera toujours nécessaire de bénéficier des supports conséquents au niveau de la Direction d'Enabel.

Délai de mise en place des outils de facilitation de l'accès au financement

La mise en œuvre des outils de facilitation de l'accès au financement par Entreprena Agricole a accusé un retard important, en partie à cause de l'échec de la contractualisation avec UNCDF. Il reste que le montage d'un dispositif de financement, sa mise en œuvre sont des processus longs, comparativement à la durée des projets. Cela vaut Entreprena Agricole et pour d'autres projets Enabel dans d'autres pays de la sous-région (Niger, Burkina Faso) confrontés à des réalités légèrement différentes.

7.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Tout en respectant les principes des marchés publics, tenir compte de la faible capacité des entreprises/ prestataires locaux	<i>Enabel</i>
Prendre en compte les délais d'installation et d'opérationnalité des opérateurs dans la production de livrables et de résultats	<i>Enabel</i>
Besoin d'intercéder pour faciliter les synergies entre opérateurs	<i>Enabel</i>
Se documenter sur les différentes expériences avec les agences UN et obtenir les appuis nécessaires de la Direction d'Enabel pour avancer	<i>Interventions Enabel</i>

8 Pilotage

8.1 Modifications apportées à l'intervention

RAS

8.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre	Période d'identification	Source
Approbation de la demande de modification budgétaire soumise par l'intervention avec pour effet d'augmenter la ligne budgétaire A020101 de 200 000 euros, la ligne A020201 de 200 000 euros, la ligne A02010 de 92 100 euros pour le recrutement d'un 2eme ATN chargé du développement des chaînes de valeurs.	26/02/2020	Comité de pilotage

Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Modification budgétaire	RAFI		Réalisé	Terminé

Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Recrutement d'un deuxième ATN chargé du développement des Chaînes de valeurs et basé à Mamou	Direction projet	Juin 20	Réalisé	Terminé

Décision à prendre	Période d'identification	Source
Approbation du transfert de dépenses du projet DAKMA / GIN1600411 pour la finition/reprise d'aménagements hydro agricoles pour un montant de 73 599 euros	26/02/2020	Comité de pilotage

Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Reprise travaux de finition/reprise de travaux d'aménagements hydro agricole du projet Dakma	Direction intervention	31/12/20	En cours. Des travaux à reprendre à cause des insuffisances de certaines entreprises	En cours

9 Annexes

9.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		

D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.
----------	---

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?

A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.

2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?

A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.

2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?

A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.

D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.
----------	--

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

X	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
X	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.		
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.		

X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

9.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

	Indicateur valeur baseline	2019	2020			2023
		Indicateur valeur cible	Indicateur valeur cible	Indicateur valeur réelle	Indicateur Valeur réelle Commentaire	Indicateur valeur cible
GIN1701411 - OI : Améliorer de manière inclusive et durable la compétitivité des entrepreneurs actifs dans les filières agricoles prioritaires, sur l'axe C-K-M						
GIN1701411 - Augmentation du chiffre d'affaires des entrepreneurs agricoles et MPME dans la zone d'intervention, venant des ventes de leurs produits (Euros)	14.984.550		15.654.477	14.980.343	Bonne progression du chiffre d'affaires malgré le contexte Covid 19	17.669.133
GIN1701411 - Volume total de produits exportés, désagrégé par filière (tonnes)	35.762		36.500	35.685	Volumes commercialisés presque identiques aux valeurs de base à cause des pertes	43.300
GIN1701411 - R1 : Les besoins de renforcement des filières sont identifiés par des études, la cartographie et la concertation des acteurs afin d'identifier les possibilités d'investissements structurants						
GIN1701411 - Un plan de renforcement des filières est développé et approuvé par les acteurs	0	3	3	3	RAS. Valeur atteinte en 2019	
GIN1701411 - R2. Les entrepreneurs des filières ont accès à des appuis à l'innovation et à des services de conseil à la gestion technique et économique qui intègrent la dimension de gestion durable des ressources naturelles						
GIN1701411 - Nombre d'hectares exploitées de manière durable dans la zone d'intervention	0	0	130	ND		250
GIN1701411 - Pourcentage de producteurs/entrepreneurs agricoles actifs au niveau des OP/interprofessions et utilisant les services d'appui mis en place ou renforcés	0	0	8	3	Producteurs membres de la fédération des Paysans du Fouta pour l'essentiel	25

GIN1701411 - R3 : L'accès des entrepreneurs des filières aux services financiers est amélioré par l'articulation aux fournisseurs et l'introduction de produit financiers innovants						
GIN1701411 - Nombre d'entreprises ou individuels opérant dans les filières qui ont eu accès à un financement	0	0	300	0	Les outils de facilitation n'ont pu être mis en place en 2020	1.600
GIN1701411 - Nombre de nouveaux produits financiers en faveurs des entrepreneurs agricoles développés grâce aux appuis du programme	0	0	1	0	Les outils de facilitation n'ont pu être mis en place en 2020	
GIN1701411 - R4 : L'environnement des affaires est amélioré et Les relations plus équitable entre les acteurs des filières appuyées						
GIN1701411 - Nombre d'infrastructures publiques structurantes réalisées dans le cadre du renforcement des filières prioritaires	0	0	0	0	Les études d'un aménagement hydro agricole et de 7 magasins de stockage ont été bouclées. Appel d'offres lancé ou relancé au Q4/2020	14
GIN1701411_Nombre de partenariats commerciaux développés entre intervenants au sein des filières	22	22	26	22	Aucun partenariat formel facilité par les bénéficiaires contractants en raison de leur déploiement au Q3/20	46
GIN1701411 - R5: L'accessibilité et l'utilisation de nouveaux outils digitaux par les acteurs locaux sont améliorées						
GIN1701411 - Nombre d'innovations développées et/ou renforcées au sein des filières	0	0	0	0	RAS	
GIN1701411 Niveau de l'utilisation des applications digitales par les entrepreneurs/MPME au sein des filières (%)	0	0	0	0	RAS	30

ND : non déterminé

9.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

9.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui (indicateur adapté)
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Q4/ 2021
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2020	A distance sur : Outils de financement

9.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

GIN1701411 - Exécution budgétaire au 31.12.2020		Budget	Actuals 2019	Actuals 2020	Exécution au 31.12.2020	% exec	Solde budgétaire
Sub activity		10.461.180	205.218,32	1.052.476	1.257.694	12%	9.203.486
A01	Résultat 1 : Les besoins de renforcement et les niches de développement des filières ciblées sont identifiés	400.000	48.736,32	80.214	128.951	32%	271.049
A0101	Cartographie filières, besoins, niches	100.000	45.849,86	6.892	52.742	53%	47.258
GIN1701411_A010101	Cartographie participative filières / identification besoins et niches d'intervention	100.000	45.849,86	6.892	52.742	53%	47.258
A0102	Etudes de faisabilité et concertations entre acteurs pour le ciblage des niches	300.000	2.886,46	73.322	76.209	25%	223.791
GIN1701411_A010201	Etudes de faisabilité (exemples) : * infrastructures de stockage de petite échelle (frigos solaires), * système de collecte approprié pour l'ananas et la mangue * unités artisanales de séchage d'ananas et de mangue, * production d'emballage pour l'ananas, * transformation de pommes de terre	250.000	-	54.671	54.671	22%	195.329
GIN1701411_A010202	Concertations entre acteurs pour le ciblage des niches	50.000	2.886,46	18.651	21.537	43%	28.463
A02	Résultat 2 : L'accès des entrepreneurs des filières ciblées aux appuis technico-économiques et à l'innovation est amélioré	2.016.000	8.596,18	595.586	604.182	30%	1.411.818
A0201	Appuis non-financiers aux MPME et organisations agricoles opérant en aval des filières ciblées	846.000	4.177,37	168.901	173.078	20%	672.922
GIN1701411_A020101	Appuis BDS, projets pilote 'contract farming', études spécifiques, appuis aux actions de plaidoyer, appuis à l'organisation/structuration, innovation, applications digitales, concertation entre acteurs, développements des outils	550.000	-	71.984	71.984	13%	478.016
GIN1701411_A020102	Concertations entre acteurs pour le ciblage des appuis à prioriser	30.000	-	2.900	2.900	10%	27.100
GIN1701411_A020103	Renforcement de l'offre (acteurs publics et privés) de services non-financiers en aval de filières ciblées	150.000	-	49.200	49.200	33%	100.800
GIN1701411_A020104	Prise en charge échanges commerciaux avec missions économiques, participation aux foires, réseautage pour le développement des partenariats privé-privé	50.000	840,24	9.460	10.301	21%	39.699
GIN1701411_A020105	ATN – développement des chaînes de valeur	189.300	2.727,62	34.540	37.268	20%	152.032
GIN1701411_A020106	Investissement ATN développement des chaînes de valeur : équipement bureau, laptop, matériel spécifique)	8.800	547,28	612	1.160	13%	7.640

GIN1701411_A020107	Fonctionnement spécifique ATN développement des chaînes de valeur	10.000	62,23	203	265	3%	9.735
GIN1701411_A020108	Expertise ponctuelle/perlée développement secteur privé en aval	150.000	-	0	-	0%	150.000
A0202	Appuis non-financiers aux MPME et organisations agricoles opérant en amont des filières ciblées	730.000	4.418,81	365.826	370.245	51%	359.755
GIN1701411_A020201	Appuis par BDS, sur la qualité des produits, la maîtrise des coûts, études spécifiques, plaidoyer, appuis à l'organisation/structuration, organisation de l'approvisionnement en intrants, techniques de production, foncier, innovation, applications digitales	350.000	-	289.476	289.476	83%	60.524
GIN1701411_A020202	Concertations entre acteurs pour le ciblage des appuis à prioriser	30.000	4.389,09	26.651	31.040	103%	-1.040
GIN1701411_A020203	Renforcement de l'offre (acteurs publics et privés, OP) de services non-financiers en amont de filières ciblées	100.000	-	19.345	19.345	19%	80.655
GIN1701411_A020204	Poursuivre les l'appui-conseil, l'accompagnement des structures des gestion des infrastructures d'eau potable mission en place par AEPKM (3 ans / 3 réseaux / 22.500€ par réseau)	200.000	-	10.442	10.442	5%	189.558
GIN1701411_A020205	Poursuivre la production des rejets MVA ananas, formation et renforcement de capacités des planteurs (installés / nouveaux) intéressés par une spécialisation : période de 18 mois	70.000	-	2.911	2.911	4%	67.089
GIN1701411_A020206	Développement et mise en place d'un modèle d'affaire pour l'installation des planteurs spécialisés de la production des rejets MVA (outil inventaire demande / matching demande et offre)	30.000	-	17.001	17.001	57%	12.999
GIN1701411_A020207	Expertise ponctuelle/perlée développement entrepreneuriat en amont	150.000	29,72	0	30	0%	149.970
A0203	Promouvoir des innovations agro-environnementales dans le développement des filières ciblées	440.000	-	60.859	60.859	14%	379.141
GIN1701411_A020301	Renforcer les compétences du staff techniques des fédérations, unions et groupements en matière de pratiques agro écologiques (via dispositif CEP et voyages d'échanges)	90.000	-	6.779	6.779	8%	83.221
GIN1701411_A020302	Poursuivre la démarche de promotion de la culture attelée / mécanisation intermédiaire hautement appréciées par les producteurs sur les sites aménagés par DAKMA (recommandation MTR)	150.000	-	0	-	0%	150.000
GIN1701411_A020303	Poursuivre la démarche de promotion/ diffusion du compost de 21jrs hautement appréciées par les producteurs sur les sites aménagés par DAKMA (recommandation MTR)	100.000	-	31.594	31.594	32%	68.406

GIN1701411_A020304	Vulgarisation de l'énergie renouvelable et autres applications innovatrices	100.000	-	22.486	22.486	22%	77.514
A03	Résultat 3 : L'accès des entrepreneurs des filières aux services financiers est amélioré par l'articulation des fournisseurs de services et l'introduction des produits financiers innovants	3.306.000	48.700,80	42.085	90.786	3%	3.215.214
A0301	Diagnostic des raisons du faible financement des filières ciblées	60.000	40.503,68	11.923	52.427	87%	7.573
GIN1701411_A030101	Etude pour documenter les raisons du faible financement des filières ciblées	60.000	40.503,68	11.923	52.427	87%	7.573
A0302	Améliorer au niveau des IF/IMF, l'offre de produits financiers adaptés aux besoins des filières et renforcer leur expertise technique et financière	80.000	-	0	-	0%	80.000
GIN1701411_A030201	Sélection par l'intervention sur base d'un appel d'offre (critères : expérience dans le domaine, capacité de mise en œuvre...) du ou des partenaires financiers clés (IF/IMF) pouvant bénéficier de l'assistance technique	20.000	-	0	-	0%	20.000
GIN1701411_A030202	Expertise technique visant à développer des produits financiers des IF/IMF sélectionnées, adaptés aux besoins des filières, ainsi qu'à améliorer leurs pratiques et outils de manière à renforcer leur compétitivité	60.000	-	0	-	0%	60.000
A0303	Des mécanismes de financement permettant de réduire les risques des IF/IMF et de soutenir l'investissement dans les filières sont développés	3.166.000	8.197,12	30.162	38.359	1%	3.127.641
GIN1701411_A030301	Fonds de garantie et facilité de soutien à l'investissement : gestion par un opérateur privé ou public (contracté via appel à proposition), qui est habilitée d'octroyer des subsides à des entreprises	2.600.000	-	4.909	4.909	0%	2.595.091
GIN1701411_A030302	coûts de l'organisation des appels à projets des initiatives entrepreneuriales à financer	50.000	-	0	-	0%	50.000
GIN1701411_A030303	ATN – Financement des entrepreneurs agricoles	97.200	7.500,88	22.108	29.608	30%	67.592
GIN1701411_A030304	Investissement ATN Financement des entrepreneurs agricoles : équipement bureau, laptop, matériel spécifique)	8.800	556,58	3.146	3.702	42%	5.098
GIN1701411_A030305	Fonctionnement spécifique ATN Financement des entrepreneurs agricoles	10.000	139,66	0	140	1%	9.860
A04	Résultat 4 : L'environnement des affaires et la gouvernance des filières ciblées sont améliorés à travers une meilleure articulation des acteurs et la réalisation des investissements structurants	4.299.180	98.832,36	334.591	433.423	10%	3.865.757
A0401	Professionnaliser les espaces de concertation au sein des filières ciblées	180.000	-	22.338	22.338	12%	157.662

GIN1701411_A040101	Animation/accompagnement du processus de concertation / accompagnement de la mise en place des Agri-innovation Hub	100.000	-	5.280	5.280	5%	94.720
GIN1701411_A040102	Pilotage des espaces de concertation (organisation/suivi sessions)	80.000	-	17.058	17.058	21%	62.942
A0402	Appuyer les entités déconcentrées du Ministère de l'agriculture dans le pilotage et le monitoring des stratégies sectorielles pertinentes	150.000	-	7.338	7.338	5%	142.662
GIN1701411_A040201	Réunions, études, petits moyens de fonctionnement pour assurer des tâches de pilotage et de monitoring	150.000	-	7.338	7.338	5%	142.662
A0403	Réaliser des investissements structurants prioritaires identifiés au sein des espaces de concertation	3.969.180	98.832,36	304.915	403.747	10%	3.565.433
GIN1701411_A040301	Financement des investissements structurants nécessaires au développement des filières et à l'amélioration du maillage territorial des infrastructures publiques	3.750.620	68.364,77	205.787	274.152	7%	3.476.468
GIN1701411_A040302	Ensemble des opérations de préparation de ces investissements tel que diagnostics, réunions (concertation, restitution...), visites de terrain, études de pré-faisabilité... Concertation des acteurs, plans d'actions, appui aux actions de plaidoyer, développements des outils	80.000	30.467,59	76.977	107.445	134%	-27.445
GIN1701411_A040307	ATN - Infrastructures partagé - Pilier 1	46.460	-	22.150	22.150	48%	24.310
A05	Résultat 5 : L'accessibilité et l'utilisation de nouveaux outils digitaux par les acteurs locaux sont améliorées	440.000	352,66	-	353	0%	439.647
A0501	Renforcer l'offre de services numériques et former à leur utilisation en vue d'améliorer la compétitivité des chaînes de valeur prioritaire	330.000	352,66	-	353	0%	329.647
GIN1701411_A050101	Développer la stratégie et le plan d'action	80.000	-	0	-	0%	80.000
GIN1701411_A050102	Equipements NTIC en fonction des besoins identifiés	200.000	352,66	0	353	0%	199.647
GIN1701411_A050103	Analyse/diagnostic (collecter et analyser les données)	50.000	-	0	-	0%	50.000
A0502	Analyser les besoins d'informations de prix et marchés	110.000	-	0	-	0%	110.000
GIN1701411_A050201	Mise en œuvre d'un dispositif SIM performant	110.000	-	0	-	0%	110.000
Réserve budgétaire (max 5% * total activités)		-	-	0	-	0%	0
Moyens généraux		1.038.820	131.506,20	226.151	357.657	34%	681.163
		-	-	0	-		0
Total général		11.500.000	336.725	1.278.627	1.615.351	14%	9.884.648

9.6 Ressources en termes de communication

[Covid-19/sécurité alimentaire : Enabel aux côtés des agriculteurs de la Moyenne Guinée - Agronewsguinee](#)

[Covid-19/sécurité alimentaire : Enabel aux côtés des agriculteurs de la Moyenne Guinée - Agronewsguinee](#)

[PROJET ENTREPRENA : Enabel partage des kits et sensibilise sur le COVID19 - Agronewsguinee](#)